

LGBT+ (France) : Faire des Marches des Fiertés un moment de lutte des classes

samedi 26 juin 2021, par [ANGELINI Salomé](#), [BRINA Sally](#), [DUCASSE Marlène](#), [HOUZET Romain](#), [SAFRAOUI Tarik](#), [YRRAH Benjamin](#) (Date de rédaction antérieure : 25 juin 2021).

Chaque année, les Marches des Fiertés réunissent énormément de monde dans les rues, jusqu'à 500 000 personnes à Paris. Bien qu'elles montrent que les LGBTIphobies sont toujours d'actualité et qu'il faut lutter, elles sont depuis longtemps marquées par le pinkwashing des défenseurs d'Israël et des entreprises, et par la présence de la police.

Sommaire

- [Trans opprimé·E·s : il faut](#)
- [L'extrême droite est la \(...\)](#)
- [La PMA, tout de suite, mainten](#)
- [« Pinkwashing » : l'hypocrisie](#)
- [La lutte contre les LGBTIphobi](#)

Pour nous, il est primordial que la lutte des classes soit au cœur des Marches des Fiertés. En effet, c'est bien le système capitaliste qui nous opprime. Nous, LGBTI et prolétaires, avons beaucoup plus à gagner à l'unité de notre classe. Les revendications actuelles comme la PMA remboursée pour touTEs sont vitales pour notre classe. Sans cette mesure, les couples de femmes aux revenus insuffisants ne peuvent pas faire d'enfants, quand les plus aisées vont à l'étranger (État espagnol, Belgique...) et paient des sommes astronomiques pour avoir le droit de fonder leur famille. Les personnes intersexes subissent des mutilations, qui ont souvent pour conséquence des handicaps, physiques ou psychiques, les enfonçant encore plus dans la précarité.



Les Marches des Fiertés doivent être des moments de revendication et de politisation. Il ne doit plus uniquement être question d'occuper l'espace public pendant un après-midi, bien que ces manifestations soient importantes pour une communauté invisibilisée toute l'année, mais surtout un élément du rapport de forces nous permettant d'obtenir des victoires sur nos revendications.

Pas de flics dans nos manifs

Nous ne défendons pas les mêmes idées que le FLAG, association de flics LGBT, et nous refusons de vendre nos fiertés à des entreprises comme Mastercard, qui, sous couvert de soutenir les luttes LGBTI, s'achètent à peu de frais une bonne image auprès de nos communautés pour faire oublier leur rôle dans l'exploitation capitaliste.

La crise sanitaire a provoqué des changements dans l'organisation de la Pride parisienne, le 26 juin. Il n'y aura cette année pas de chars commerciaux. Le FLAG a annoncé ne pas participer à la manifestation car cette association sent qu'elle n'est plus la bienvenue dans nos Prides. Tant mieux, car la police n'a pas sa place dans nos luttes. N'est-ce pas la même police qui use quotidiennement d'insultes homophobes envers les personnes arrêtées, qui frappe, mutile, viole notre classe ?

Un pôle de luttes

Les Marches des Fiertés doivent aussi permettre la convergence des LGBTI avec l'ensemble du prolétariat. Nous ne devons pas jouer le jeu de la droite et laisser l'homonationalisme gangréner nos rangs. Cette convergence a une histoire. On peut citer le mouvement Lesbians and Gays Support the Miners en Angleterre qui organisa des collectes de fonds pour supporter la grève des mineurs sous Thatcher. Nous devons lutter ensemble pour gagner.

Nous nous saisissons de ce contexte particulier pour créer un pôle des luttes au sein de la marche proposée par l'Inter LGBT. La commission LGBTI du NPA, Act-up Paris, Acceptess-T, FièrEs, entre autres, appellent à rejoindre ce pôle pour porter nos revendications. Soyons les plus nombreux et nombreuses possibles au pôle des luttes, en tête de manifestation, ce 26 juin 2021 à Paris ! Parce que nos fiertés sont anticapitalistes, antiracistes, antisexistes, antifascistes et révolutionnaires !

Salomé Angelini

Trans opprimé·E·s : il faut changer de société

Le 9 juin dernier, l'amendement visant à ouvrir la PMA aux personnes trans a été largement rejeté, dans un silence assourdissant. Preuve, s'il en est besoin, de la transphobie d'État, dont la politique eugéniste interdisait avant 2016 de transitionner sans se faire stériliser, alors que pas une semaine ne se passe sans qu'une surenchère médiatique n'intervienne sur le péril de la théorie du genre...



Crédit Photo. Photothèque Rouge / Martin Noda / Hans Lucas

Partout dans le monde, les droits des personnes trans reculent. Au Royaume-Uni, les bloqueurs de puberté ont été interdits aux enfants trans en-dessous de 16 ans (trop tard pour qu'ils soient efficaces). Aux USA, les lois réprimant les personnes trans, que ce soit dans le domaine sportif, social ou dans l'accès au soin, se sont multipliées, faisant de cette année la première en termes de législations transphobes. Partout, la crise du Covid-19 a touché de plein fouet les personnes trans, appartenant souvent aux couches les plus pauvres du prolétariat (travailleurEs du sexe notamment). Sous le capitalisme, les femmes assurent un travail non rémunéré nécessaire à la reproduction de la

force de travail, dans toutes les sphères. Au travers de l'institution de la famille bourgeoise hétérosexuelle, la bourgeoisie conserve son capital et se reproduit grâce à l'héritage, et profite de la gratuité du travail des femmes pour accroître l'accumulation du capital. C'est pour cela que la naturalisation des rapports de genre est nécessaire à la classe dominante et que les personnes trans, qui révèlent sa supercherie, par leur trajectoire d'une catégorie à l'autre, sont réprimées. Cette répression s'exprime par un déclassé et un isolement qui les exclut du monde du travail, de l'institution familiale et de l'accès aux services publics.

Pas de libération des trans sans changement de société !

C'est pourquoi il n'y aura pas de libération trans sans destruction du système capitaliste de par son fonctionnement et ses mécanismes. Non seulement il exclut les personnes trans, mais il est aussi incapable de répondre aux besoins de cette population particulièrement précaire : logement, nourriture, soins médicaux, éducation... Si les associations ont abattu un travail colossal pendant la pandémie, limitant les dégâts grâce à des hébergements d'urgence et des colis alimentaires distribués (FAST, Acceptess-T), elles ne peuvent aujourd'hui que traiter les conséquences de problèmes politiques structurels. Plus que jamais, à l'heure où l'extrême droite menace nos vies, le mouvement ouvrier et les LGBTI doivent avancer main dans la main pour renverser ce système qui nous fait crever, comme c'est déjà le cas en Colombie où les femmes trans sont en première ligne contre la répression militaire et policière des mobilisations. Parce que ce n'est pas le pinkwashing qui nous libérera, mais bien la révolution qui nous permettra de construire une société libérée de tout type d'exploitation, d'oppression et d'aliénation.

Benjamine Yrrah

L'extrême droite est la pire ennemie des LGBTI !

Aujourd'hui, l'extrême droite se prétend protectrice des LGBTI contre les musulmanEs qui seraient le principal danger pour nous. Pourtant, c'est bien l'extrême droite qu'on a vu manifester aux côtés de La Manif pour tous contre nos droits, comme elle l'avait déjà fait au moment du PACS. C'est bien elle qui multiplie les agressions, attaque les marches lesbiennes ou intimide Alice Coffin à Rouen. C'est bien elle qui vote contre la PMA, qui veut couper les aides publiques aux associations LGBTI.

Crédit Photo. Photothèque Rouge

Ce qui anime l'essentiel des droites et extrêmes droites partout dans le monde, c'est une « croisade anti-genre ». Celle-ci consiste en l'opposition à l'ouverture du mariage aux couples de même sexe, au droit à l'avortement, à l'extension de la PMA, à l'éducation sexuelle et au consentement, aux législations anti-discriminatoires ou enfin aux droits des personnes trans, bref au peu de droits que les LGBTI peuvent posséder sous ce système. Elle va aussi de pair avec des discours et des politiques racistes. En attaquant les droits des femmes, des personnes LGBTI, les extrêmes droites veulent restaurer le cadre de la famille hétérosexuelle dominée par le patriarcat. En imposant ce cadre familial comme seule référence, en limitant l'accès à la contraception et à l'avortement, il s'agit de relancer la natalité « autochtone » face au « grand remplacement » pour garantir que l'Occident restera bien blanc et chrétien. Dans ce contexte, les LGBTI menacent cet ordre patriarcal, raciste et capitaliste.

Cette jonction entre théorie du « grand remplacement » et « croisade anti-genre » au cœur des nationalismes actuels permet de réactiver les discours antisémites traditionnels. Soros est ainsi accusé de comploter en organisant « l'immigration de masse » et en finançant l'avancée de la « théorie du genre » dans le but de détruire « l'Occident chrétien ».

Antifascistes, tant qu'il le faudra !

En France, c'est La Manif pour tous qui sort dans les rues contre la PMA et la GPA, dénoncée par des centaines d'enfants ayant subi cette propagande et les thérapies de conversion au sein de leurs familles. Car si LMPT s'oppose à nos modèles de famille, loin du carcan hétérosexuel, elle instrumentalise les enfants à des fins LGBTIphobes.

Aujourd'hui, face aux avancées de l'extrême droite et à la perspective de l'arrivée au pouvoir de Marine Le Pen en 2022, il y a urgence à reconstruire un mouvement antifasciste de masse, implanté sur tout le territoire. Ce mouvement devra prendre en compte la question des LGBTI-phobies. Cela ne pourra se faire que si nous sommes capables de rebâtir un mouvement LGBTI unitaire et radical, capable de mobiliser. Le NPA, et sa commission LGBTI, prendront leur part dans ce travail de reconstruction en prenant appui sur la mobilisation des 3 et 4 juillet à Perpignan contre le congrès du RN, après la réussite de la mobilisation du 12 juin, qui a réuni plusieurs dizaines de milliers personnes contre l'extrême droite et pour les libertés démocratiques.

Sally Brina

La PMA, tout de suite, maintenant, ça ne se négocie pas !

Promesse de campagne d'Emmanuel Macron, réclamée depuis des années par de nombreuses associations LGBTI et de familles existant malgré tout après des parcours semés d'embûches à l'étranger, l'ouverture de la PMA aux femmes seules et aux couples de lesbiennes pourrait voir le jour très bientôt, si la loi bioéthique est adoptée...



Crédit Photo. Photothèque Rouge / Martin Noda / Hans Lucas

Le projet de loi « bioéthique » a été présenté en Conseil des ministres le 24 juillet 2019, et n'a pas réussi à faire consensus au sein du Parlement. Le texte vient de passer en 3^e lecture à l'Assemblée nationale, puis devra passer au Sénat à partir du 24 juin.

Trois ans de débats parlementaires

Si l'Assemblée nationale semble plus à même d'adhérer à un projet de loi issu de sa majorité, ce n'est pas le cas pour le Sénat qui avait en deuxième lecture vidé le texte de ses mesures phares : ouverture de la PMA aux couples de femmes et aux femmes célibataires et possibilité de l'auto-

conservation des gamètes, pourtant nécessaire aux femmes trans qui voudraient s'en servir dans le cadre futur d'une PMA. Nous ne sommes pas dupes, le gouvernement cherche à s'acheter une vision progressiste de la part des LGBTI, en vue des élections. Le gouvernement Hollande avait fait la même chose en 2013, lors du Mariage pour tous. Le projet de loi nous est insuffisant. C'est pourquoi nous avons initié un rassemblement unitaire le 9 juin dernier, devant l'Assemblée nationale, qui a réuni plus de 300 personnes !

Une loi au rabais

Également passée sous silence, la proposition d'encadrer le libre choix de l'appariement afin que les couples de lesbiennes et femmes seules racisées puissent choisir des gamètes correspondant, ou non, à leurs origines. Ce libre choix de l'appariement permettrait ainsi d'éviter un métissage forcé. D'autres techniques alternatives ont également été rejetées par le Parlement, comme la méthode ROPA qui permet à un couple de femmes de participer pleinement au processus, l'une d'entre elles apportant l'ovule à sa compagne qui porte ainsi l'enfant dans son ventre. Ce projet de loi, qui n'est donc pas certain de passer au vu de la composition du Sénat, n'est même pas suffisant au vu de ces recoupements lesbophobes, racistes, et transphobes, nous laissant avec une loi au rabais. Comme nous le rappelions lors du bilan de notre rencontre nationale [1], « la montée de l'extrême droite voire son entrée au pouvoir a des conséquences concrètes sur nos vies ». Et le fait que cette loi, que nous avons attendue tant d'années, se voit vidée de toutes ces propositions concrètes, est un signe de la montée de la réaction, et donc, de l'extrême droite.

Notre tâche est celle d'imposer nos propres modèles de familles, avec une PMA qui convienne à toutes celles et tous ceux qui veulent pouvoir fonder une famille qui sorte du schéma hétérosexuel. Le combat pour une PMA accessible à toutes et tous est une lutte féministe, antiraciste, antifasciste !

Marlène Ducasse

« Pinkwashing » : l'hypocrisie du gouvernement

À l'occasion du mois des fiertés LGBTI en juin, le gouvernement a sorti une nouvelle campagne contre les LGBTIphobies plus que douteuse...

Des affiches « Oui, mon pote est gay » ou « Oui, ma fille est lesbienne », accompagnées du bandeau « Face à l'intolérance, à nous de faire la différence » sont apparues dans nos rues. Cette campagne est insultante pour nos luttes, comme si le problème résidait dans de simples discriminations individuelles et non dans un système d'oppression où les LGBTIphobies d'État ont toute leur part.



Crédit Photo. Photothèque Rouge / Martin Noda / Hans Lucas

On est pas là pour décorer, on détruira votre société !

Nous refusons d'être une caution de « progressisme » pour ce gouvernement qui multiplie les lois antisociales, autoritaires et réactionnaires. Cette pratique du « pinkwashing », technique de communication d'utilisation des luttes LGBTI dans le but d'améliorer son image, est récurrente lors du mois des fiertés de la part d'États ou d'entreprises capitalistes. Nos luttes ne sont pas là pour décorer et encore moins lorsqu'elles sont utilisées par des gouvernements qui nous oppriment en nous empêchant de gagner de nouveaux droits et d'améliorer nos conditions de vie. Alors que le Royaume-Uni a annoncé l'interdiction des thérapies de conversion, utilisées dans le but de changer l'orientation sexuelle ou l'identité de genre des LGBTI, la France est encore à la traîne sur le sujet. Ces pratiques de torture physique et psychologique sont inhumaines et devraient être formellement interdites par notre législation. Le gouvernement refuse de voter une véritable loi d'interdiction de ces « thérapies ». Dans un premier temps, Marlène Schiappa voulait intégrer cela dans la très islamophobe loi « séparatiste ». Finalement Élisabeth Moreno a sorti uniquement une circulaire rappelant les dispositifs déjà existants, largement insuffisants et critiqués par les associations de victimes. Cette circulaire est sortie discrètement pour ne pas froisser les homophobes de LREM, à commencer par Gérard Darmanin, fervent défenseur de La Manif pour tous, qui s'était fortement opposé à l'ouverture du mariage et de l'adoption pour les couples homosexuels. Dans les luttes LGBTI, nous ne pouvons compter que sur nous-mêmes et non sur ce gouvernement adepte du pinkwashing.

Notre tâche est bien celle de lutter contre toute forme de pinkwashing en France comme à l'internationale, et de revendiquer une lutte LGBTI, autonome des capitalistes et leurs institutions !

Romain Houzet

La lutte contre les LGBTIphobies est internationale !

L'histoire des luttes pour l'émancipation des LGBTI n'est pas linéaire. Elle est, comme l'histoire de la lutte des classes, secouée de flux et de reflux.

L'extrême droite, partout, se sert des LGBTI comme arme de guerre, comme c'est le cas en Palestine avec la promotion d'Israël, prétendu « paradis des LGBTI ».



Crédit Photo. Photothèque Rouge / Martin Noda / Hans Lucas

Les puissances occidentales qui ont colonisé les populations sur tout le globe ont tenté d'imposer, partout, un modèle hétéropatriarcal. Aidés de leurs missionnaires, ils ont exporté la loi britannique

homophobe dans toutes leurs colonies (Ouganda, Palestine, Inde, etc). Dans la bande de Gaza, cette loi est toujours en place, alors qu'à la fin du mandat britannique, la Cisjordanie a abandonné progressivement les lois qui étaient en vigueur, et toute référence à une interdiction de l'homosexualité a disparu. En Ouganda, en 2015, c'est sous l'influence de pasteurs évangélistes étatsuniens que les lois criminalisant l'homosexualité ont été renforcées. En France, c'est seulement en 1982 que la dépénalisation totale de l'homosexualité a été prononcée. Les avancées des droits des personnes LGBTI ont toujours été le fruit des luttes contre la réaction et l'obscurantisme.

Notre solidarité est internationale

L'arrivée au pouvoir de l'extrême droite au Brésil, avec Bolsonaro, fut un recul pour les LGBTI. Notamment pour les plus précariséEs, les malades, les travailleurEs du sexe, les personnes trans. Avec 175 assassinats recensés en 2020, le Brésil est le pays au monde qui compte le plus d'assassinats transphobes. En Hongrie, le Parlement a voté le 15 juin dernier une loi interdisant la représentation de l'homosexualité et de la transidentité dans l'espace public, et la « promotion de l'homosexualité » auprès des mineurEs. Le parti conservateur au pouvoir en Pologne et son président Duda s'en prennent violemment aux LGBTI et essayent d'y instaurer des zones anti-LGBTI. En Tunisie, la police traque spécifiquement les militantEs LGBTI. Elle pratique arrestations arbitraires, agressions physiques, menaces de viol et de meurtre, et bafoue le droit d'accéder à une assistance juridique. Ces personnes ont été harcelées sur les réseaux sociaux, où leurs informations personnelles (adresses, numéros de téléphone, orientation sexuelle) ont été divulguées. La commission LGBTI du NPA a rencontré en mars dernier les camarades de Damj (association pour la justice et l'égalité) en Tunisie, et nous tissons des liens de solidarité internationaliste.

Tarik Safraoui

P.-S.

- Hebdo L'Anticapitaliste - 574 (24/06/2021). Publié le Samedi 26 juin 2021 à 12h00 : <https://lanticapitaliste.org/arguments/lgbti/faire-des-marches-des-fiertes-un-moment-de-lutte-des-classes>

Notes

- [1] Rencontre organisée les 20 et 21 mars derniers. Voir l'Anticapitaliste n°562